

Nos camarades de Transdev Île-de-France mènent depuis début septembre une lutte exemplaire contre « l'accord-socle », qui impacte négativement leurs salaires et conditions de travail, ainsi que la qualité de service. **Cet accord est une conséquence de l'ouverture à la concurrence des transports publics franciliens.** Dans certains établissements, le travail reprend petit à petit car des accords de fin de conflit ont été signés. Même si le contenu de certains de ces accords peut sembler décevant, la démonstration est faite que la lutte paye : la grève a permis de faire reculer la direction sur plusieurs points.

Mais quelles perspectives pour demain ? Partout dans le pays, la grande majorité des salarié-e-s et usagers des réseaux urbains et interurbains sont déjà pénalisés par la gestion privée du Service Public des transports. **Il est donc temps de mettre en place une riposte d'ampleur nationale, et c'est précisément ce à quoi tout-e-s les militant-e-s de notre fédération doivent s'employer dès les prochaines semaines :** en AG, dans les réunions des sections, des syndicats, il nous faut consulter, débattre et réfléchir pour construire la résistance aux projets capitalistes qui nous pourrissent le travail, et la vie.



A Orléans, avec le syndicat SUD TAO



A Grenoble, avec la section syndicale SUD TAG

Les luttes

locales

Dans le Loiret, le lundi 8 novembre 2021, les salarié-e-s des entreprises de transport Dunois (groupe RATP Dev) et RVL (groupe Transdev) étaient en grève, à l'appel de la CGT, pour défendre leurs salaires et leurs conditions de travail. Ce fut aussi l'occasion de protester contre l'inaction de leurs directions respectives face à la recrudescence récente des agressions.

Cette grève a été massivement suivie, et le trafic fortement impacté. Mais comme, faute de conducteurs, les TAO sous-traitent une partie de l'exploitation du réseau à ces deux entreprises, **Sud-TAO a lancé un appel à la grève, en solidarité avec les salarié-e-s de Dunois et RVL.** Les autres organisations syndicales n'ont pas joué le jeu, mais malgré cela, **10% des salarié-e-s ont suivi cet appel, et se sont rendus à la manifestation.** Face à un patronat qui cherche à diviser via le dumping social et la sous-traitance, c'est en construisant ce genre de passerelles entre salarié-e-s de différentes entreprises qu'on pourra sortir de la logique de marchandisation de Service Public.

A Grenoble, les 12 et 13 novembre, la grève a été très massive ; aucun tram ni bus n'a roulé dans cette agglomération. **A l'appel de la SUD/Solidaires TAG, FO, UNSA et CGC, des centaines de salarié-e-s ont cessé le travail pour défendre leurs conditions de travail, le maintien de leur pouvoir d'achat ainsi que l'avenir des acquis sociaux.** Le plan d'économie, issu de la crise sanitaire proposé par la direction de Sémitag et demandé par les élu-es, a provoqué un processus de dégradation du niveau de service rendu aux usagères et usagers.

Les instances dirigeantes, politiques et administratives, ont été surprise par l'ampleur du mouvement. Le président de la Semitag a reçu une délégation en urgence le samedi matin. **C'est l'Assemblée Générale des grévistes qui devra décider des suites du mouvement ...**

Fin septembre, à Marseille, lors d'un contrôle à la station de métro Joliette, un usager a perdu la vie. Souffrant d'un léger handicap mental, l'homme de 37 ans, sans titre de transport, a tenté d'échapper au contrôle en portant un coup à l'un des agents présents. Malheureusement, la situation a échappé aux contrôleurs, qui, dans l'urgence, ont fait un usage disproportionné de la force : ils ont décidé d'immobiliser l'usager en attendant l'intervention de la police. Résultat, l'homme est mort des suites d'une asphyxie, peu de temps après l'arrivée des pompiers. **Mais comment a-t-on pu en arriver là ?**

D'abord, il faut savoir que depuis de nombreuses années, les syndicats, dont Solidaires RTM, alertent la direction sur la difficulté d'exercer le métier de contrôleur sur le réseau marseillais. **Le volume de formation** (en théorie : une session de deux jours par an et par agent) **est insuffisant**. D'ailleurs, certains agents n'ont pas suivi cette formation depuis plusieurs années. De plus, le contenu de ces sessions n'est pas adapté à la réalité de travail des agents : un environnement de plus en plus stressant, avec des agressions et violences à la hausse. En effet, ces formations uniquement basées sur la théorie ne sont pas d'un grand secours aux agents dans des situations de forte tension.

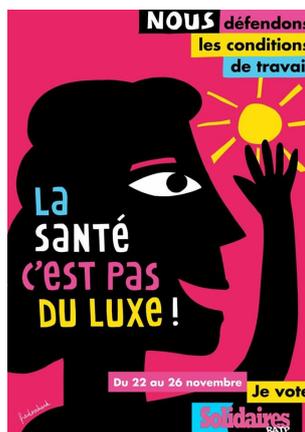
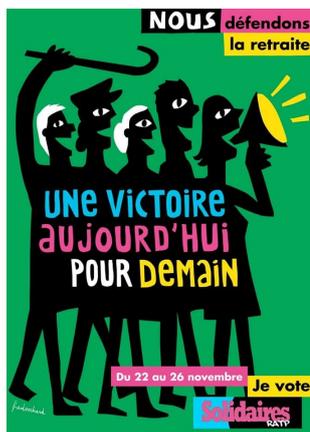
Parallèlement à ça, la direction accentue la pression sur les agents pour « faire du chiffre ». Si cela n'est pas encore écrit, l'encadrement tente d'installer une concurrence entre les contrôleurs, une sorte de course au rendement.

Enfin, le nouveau directeur de la sûreté à la RTM, arrivé en février 2021, essaye d'imposer aux agents une mentalité de flics. **Ancien patron de la police muni-**

pale marseillaise, il s'était fait remarquer par des déclarations fracassantes (« je ne vais pas être le patron des gardes champêtres » La Provence, 29 janvier 2012). Aujourd'hui, il joue sur la corde viriliste. Ainsi, il se permet de dénigrer verbalement les contrôleurs qui, suite à une agression, se retrouvent en accident de travail, en sous-entendant que ces derniers ne seraient pas des « bonhommes ».

Cédric, agent de maîtrise à la sûreté et RSS de Solidaires RTM, indique : « je ne fais pas ce métier pour faire un travail de flic, ni pour menotter les gens. Les injonctions contradictoires de la hiérarchie, en plus de la pression liée à l'environnement de travail, ça fait trop. Si on ajoute à ça une formation professionnelle insuffisante, voire carrément défailante, cela explique en partie pourquoi les collègues peuvent perdre les pédales une fois sur le terrain ».

Pourtant, malgré les interpellations de Solidaires RTM, **la direction campe pour l'instant sur ses positions**, et prévoit même d'accroître la politique répressive et sécuritaire de la RTM en matière de contrôle. Ainsi, le nouveau directeur travaille, avec la complicité de certains syndicats représentatifs, à la mise en place d'un nouveau service, sorte de brigade para-policrière ultra-armée, ce qui ne peut aboutir qu'à aggraver encore la tension sur le terrain. **Pour Solidaires RTM, c'est pourtant tout le contraire qu'il faudrait faire** : davantage de pédagogie et de prévention envers les usagers, davantage de présence humaine sur le réseau, et davantage de formation pour les personnels déployés à l'heure actuelle... **tout cela, évidemment, dans le cadre de transports en commun gratuits pour toutes et tous.**



DU 22 AU 26 NOVEMBRE 2021

NOUS votons SOLIDAIRES

Après six à huit semaines de grève (selon les dépôts), le travail a repris à Transdev Île-de-France. Quel premier bilan pouvons-nous tirer de cette lutte ?

D'abord, ce qui a crevé les yeux, **c'est que ce sont nos camarades de l'UST qui ont animé cette lutte du début à la fin.** Dans les dépôts en reconductible, où il faut animer chaque matin le piquet de grève, organiser des actions « coup-de-poing », gérer une caisse de grève, remonter le moral des troupes quand parfois il vacille, nos camarades ont été à la hauteur, nous pouvons être fiers d'eux. Mais dans d'autres dépôts, moins habitués à la lutte, voire plus habitués du tout, comme à Nemours, ou à Interval-Montereau, **ce sont aussi les militant-e-s UST qui ont inspiré à leurs collègues la combativité qui leur a permis d'organiser des journées de grève ultra-majoritaires.**

Ensuite, on peut dire que la direction a eu très chaud. Elle a tout tenté pour minimiser la mobilisation, mais les grévistes ont démolé chaque stratagème mis en place par les costards-cravate du siège. Invisibilisation, déni, provocation, menaces, répression : rien de tout cela n'a fonctionné. **Les grévistes ont fait face collectivement, et ils ont tenu bon.**

Enfin, il faut parler des accords de fin de conflit qui ont été signés. Là où les délégués UST ont signé, ils l'ont fait conformément à ce qui a été voté en AG. À Solidaires, c'est un principe de base : les AG sont souveraines. Nous sommes suffisamment critiques des syndicats qui foulent aux pieds les décisions d'AG pour

les imiter dès que les votes d'AG ne vont pas dans notre sens. Car en effet, c'est là que le bât blesse : les accords ne sont pas exactement à la hauteur de ce qu'auraient mérités les grévistes. Après avoir livré une telle bataille, ils et elles pouvaient légitimement espérer faire « sauter » purement et simplement l'accord-socle. **Ça n'est pas (encore) le cas, mais de réelles avancées ont été obtenues.** L'abandon de toute procédure disciplinaire, et le retrait des plaintes déposées par la direction, un échelonnement des prélèvements sur salaire, la possibilité de poser des CA de manière rétroactive pour amortir la perte financière, voilà, dans chaque dépôt, la partie « fin de conflit ». Sur les conséquences de l'accord-socle, les reculades de la direction sont variables d'un dépôt à l'autre, mais elle a été contrainte de lâcher du lest sur le TI, la moyenne hebdomadaire, les primes RU ou encore la pérennisation de certaines primes. Le rapport de force a payé.

Pour conclure, comme nous l'écrivons dans le titre de cet article, **il faut bien comprendre que les salarié-e-s ont repris le travail, mais que la lutte n'est pas terminée. La preuve :** les salarié-e-s de Transdev étaient très nombreux le 02 novembre, à Dammarie-les-Lys, pour conspuer Valérie Péresse, à l'occasion d'un meeting électoral qu'elle a eu la mauvaise idée de ne pas annuler. Mais surtout, les collègues ont suspendu la grève pour reprendre de la force, et pour revenir plus fort la prochaine fois, afin de « péter » définitivement cet accord-socle, et la logique de mise en concurrence, qui en est la cause. **Pourquoi pas dès le 03 janvier 2022, date de mise en œuvre de la nouvelle production ?**

DEVELOPPEMENT

SUD/Solidaires se coordonne et se développe dans le département des Bouches du Rhône. Il y a quelques jours, des membres de la fédération des urbains et interurbains ont rencontré des équipes militantes de la Régie des Transports Métropolitains d'Aix/Marseille, de Kéolis Aix-en-Provence ainsi que de la Régie Départementale des Transports.

Suite aux échanges, la feuille de route est claire : renforcer notre syndicalisme utile dans la défense immédiate des intérêts, proche des salarié-es, qui donne confiance en l'action syndicale. Une prochaine réunion est déjà prévue en janvier. Au travers de cette construction, l'enjeu est d'établir des contre-pouvoirs dans un maximum d'entreprises, de régies, ... dans les urbains et inter-

urbains sur le département des Bouches du Rhône. L'Union syndicale Solidaires 13 en fait également sa priorité.

Le conflit médiatique et offensif de nos collègues de Transdev Ile-de-France fait boule de neige. Notre fédération et nos équipes locales sont de plus en plus sollicitées pour créer des sections syndicales et développer notre syndicalisme à Lyon, Bordeaux, Toulon, en Isère, en Haute-Savoie, ... **Plus nous serons nombreuses et nombreux, plus la riposte nationale sera inarrêtable dans notre secteur.**

Au départ, en décembre 2020, Jo et Bertrand, deux agents de maintenance de la RATP, **ont organisé dans leurs ateliers respectifs une collecte de vêtements** au bénéfice des « midis du MIE », une association qui s'occupe de mineurs isolés avant qu'ils ne soient reconnus en tant que tels et pris en charge par l'État (hébergement, scolarisation, etc.). Devant le succès de cette première initiative, une seconde collecte a été organisée, pas seulement dans les ateliers cette fois, mais aussi sur certaines lignes de métro, et dans plusieurs centres-bus, et à nouveau, les camarades et collègues se sont montrés généreux.

Comme l'association « les midis du MIE » organise chaque dimanche un repas pour les mineurs isolés, un jour, Jo est allé filer un coup de main. C'est là qu'il a sympathisé avec Mansour, un jeune qui était à l'époque en première année de CAP mécanique. Entre le mécanicien de profession et l'apprenti, ce ne sont pas les sujets de conversation qui manquent, et Jo apprend à Mansour que la RATP recrute des jeunes via un bac pro en alternance. Pour Mansour, ça serait une bonne opportunité d'intégrer ce cursus après son CAP. Seule difficulté pour lui, il est excellent dans toutes les matières, sauf en français. Jo a alors l'idée de lui donner un coup de pouce pour combler cette lacune.

De fil en aiguille, certains camarades de Mansour entendent parler de ce soutien scolaire, et s'invitent aux séances, désormais animées par cinq bénévoles, majoritairement issu-e-s de Solidaires groupe RATP. Aujourd'hui, ils sont sept à se présenter, chaque samedi, rue de la Grange-aux-Belles. Jo s'en félicite : « on a commencé par des dictées, et c'était très compliqué. Aujourd'hui, on est sur des études de textes, ça fait plaisir ».

Depuis cet été, cette initiative a un nom : Schoolidaires, et bientôt elle sera une association loi 1901, car les statuts ont été déposés. C'est le dessinateur Allan Bartes qui a dessiné le logo. Prochainement, Jo aimerait qu'en plus des cours de français, des cours de maths puissent être organisés pour les jeunes qui en ont besoin. Pour cela, un appel aux bonnes volontés est lancé : tout-e camarade compétent sera le/la bienvenue pour renforcer l'équipe, il suffit de donner deux à trois heures de son temps chaque mois.

À l'avenir, Jo souhaite également que des sorties (musées, spectacles) puissent être organisées pour faire découvrir la capitale aux jeunes : « à partir du moment où on est dans un syndicat qui assume son positionnement politique anti-fasciste, sa solidarité avec les migrants, et en plus, comme on a de la place dans nos locaux, autant en faire profiter directement ceux qui en ont besoin. C'est complémentaire avec la participation de Solidaires aux manifestation des sans-papiers, par exemple ».

Pour soutenir Schoolidaires, et être informé des interventions de l'association, suivez Schoolidaires sur Instagram et Facebook.



- L'**activité de la fédération Sud/Solidaires
- ⇒ **Du 22 au 26 novembre** : Elections professionnelles à la RATP
 - ⇒ **Du 29 novembre au 6 décembre**: Elections professionnelles à Kéolis Pays d'Aix.
 - ⇒ **2 décembre** : Bureau National de Solidaires
 - ⇒ **9 décembre** : Bureau de la fédération.

